

## JOURNEES SOCIALES DU CEPAS 2026 :

### JOUR 3 : 100 participants ont pris part aux travaux du 3<sup>ème</sup> jour

**Thème des Journées : « La paix, les accords miniers avec les USA et l'avenir de la démocratie en RDC »**

#### *Jour 3-Panel 3 : l'avenir du processus démocratique en RDC*

Le troisième et dernier jour des Journées sociales du CEPAS s'est ouvert le 25 juin à 09h45 par une prière pour la paix. Après le rappel des travaux de la veille par le modérateur général, la session a porté sur **l'avenir du processus démocratique en RDC**. Deux interventions successives de M. Trésor Kibangula et de M. Ithiel Batumike (tous deux chercheurs à EBUTELI), sous la modération de M. Jean-Baptiste Ndundu, ont analysé la culture constitutionnelle et les risques pesant sur le calendrier électoral.

*Culture constitutionnelle et récurrence des révisions : la RDC en transition informelle ?* M. **Trésor Kibangula** a ouvert le débat en affirmant que la discussion actuelle sur la Constitution dépasse largement la simple question d'une révision ponctuelle. Selon lui, la RDC paraît déjà engagée dans une transition politique informelle : sans cadre officiel ni calendrier, mais caractérisée par des pratiques et dynamiques susceptibles de redéfinir l'ordre politique. Il a rappelé la continuité et l'évolution des enjeux depuis les débats de 2014 : si le contexte a changé, la tentation d'instrumentaliser la Constitution persiste et se reproduit ailleurs en Afrique. Plusieurs facteurs, a-t-il souligné, convergent vers cette forme de transition informelle : la guerre à l'Est avec la souveraineté contestée, les processus de paix (Doha, Washington), le partenariat stratégique avec les États-Unis, et les initiatives de dialogue national (CENCO, ECC), créant une grande incertitude sur les règles du jeu après 2028. Pour M. Kibangula, la force d'une Constitution ne tient pas seulement à sa rédaction juridique mais à l'adhésion politique et sociale qu'elle suscite. Il a proposé des pistes concrètes : préserver les mécanismes de limitation du pouvoir, empêcher que la guerre serve d'instrument d'ajustement politique, veiller que les processus de paix renforcent les institutions, garantir la prévisibilité du calendrier démocratique et replacer la Constitution au-dessus des intérêts conjoncturels. En conclusion, il a insisté sur la nécessité de refonder, par le dialogue et la confiance, un pacte politique qui restaure à la Constitution son statut de règle commune du jeu démocratique.

Dans la continuité, M. **Ithiel Batumike** a analysé le parcours électoral de 2023 et les perspectives pour 2028. Il a commencé par rappeler les défaillances ou irrégularités qui ont émaillé les élections de 2023 : fichiers et cartes électoraux déficients, inscriptions fictives, retards logistiques, dispositifs électroniques défaillants, présence des matériels électoraux chez des privés, recours massif au vote par dérogation et compilation des résultats opaques... autant d'éléments ayant alimenté la fraude et érodé la confiance. Il a également noté l'absence des mesures correctrices attendues : aucun audit public exhaustif du processus de 2023,

rapport de la CENI non soumis à l'examen parlementaire et absence de réforme du cadre légal électoral à ce jour. Sur la préparation de 2028, M. Batumike a tiré la sonnette d'alarme : retards dans les opérations d'enrôlement (pilote et national), mandats des animateurs de la CENI arrivant à échéance sans feuille de route pour leur renouvellement, et l'Est du pays qui demeure un obstacle structurel. Il a observé que les règles du jeu semblent évoluer sans transparence, et que le référendum et le débat sur la révision et/ou le changement de la Constitution occupent désormais une place centrale dans l'agenda politique. La vraie question, a-t-il insisté, n'est pas seulement de savoir si des élections auront lieu en 2028, mais dans quelles conditions elles se dérouleront : source potentielle de tensions renouvelées ou opportunité de refondation démocratique ?

Les intervenants ont convergé sur un constat clair : **sans réformes profondes, audits transparents et dialogue inclusif, la RDC court le risque de replonger dans un cycle de crises électorales.** La restauration de la confiance, la sécurisation du calendrier démocratique et la mise en place de garanties institutionnelles sont indispensables pour transformer l'échéance de 2028 en une étape de consolidation démocratique plutôt qu'en un nouvel épisode de conflit.

Le thème « **La paix, les accords miniers avec les USA et l'avenir de la démocratie en RDC** » a structuré des analyses et débats décisifs pour l'avenir du pays. Sur trois jours, les Journées sociales ont favorisé un travail connecté entre acteurs et permis d'aboutir à des recommandations et résolutions opérationnelles issues des ateliers, traduites en actions concrètes. Ces résultats offrent un guide pratique aux facilitateurs, décideurs et partenaires engagés dans la recherche d'une stabilité durable en RDC.

Les Journées sociales de 2026 réaffirment également l'engagement du Centre d'Études pour l'Action Sociale (CEPAS), du centre de recherche EBUTELI, de l'Université Loyale du Congo (ULC), du Centre Chrétien d'Action pour Dirigeants et Cadres d'Entreprises au Congo (CADICEC) et du Réseau Ecclésial du Bassin du Congo (REBAC) à accompagner ces processus. Par la mobilisation citoyenne, la sensibilisation et le soutien aux initiatives de paix, ces institutions entendent contribuer activement à la construction d'un avenir stable et prospère pour la République démocratique du Congo.

**Fait à Kinshasa, le 25 juin 2026**  
**LE SECRÉTARIAT TECHNIQUE**